

Perceptions étudiantes de la Suspension des Activités Pédagogiques à l'UCAD (Juin 2023 - Février 2024) : Une Primauté des Enjeux Politiques et Sécuritaires sur l'Académique

**Amadou TANDJIGORA, Malick NIANG,
Bétémondji Désiré DIATTA, Thierno Bachir SY,
Ndiabou FAYE et Serigne Modou BABOU**

Université Cheikh Anta DIOP de Dakar/Sénégal

Résumé

Cet article explore la perception des étudiants de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) à propos de la suspension des activités pédagogiques entre juin 2023 et février 2024, une mesure prise en réponse à une crise politique majeure au Sénégal. Réalisée par le Groupe de recherche « Politiques Éducatives et Renforcement Pédagogique » du Forum des jeunes Chercheurs et Universitaires du Sénégal (FOCUS), l'étude permet d'évaluer les impacts perçus de cette interruption sur leur parcours académique et leurs conditions de vie, par le biais d'une enquête par quota portant sur 246 réponses. Les résultats mettent en évidence des préoccupations concernant la légitimité de la suspension, l'efficacité des cours en ligne instaurés comme alternative, ainsi que des enjeux liés à la sécurité et aux conditions sociales sur le campus. Les recommandations formulées préconisent une amélioration des infrastructures pédagogiques, un renforcement des mesures de sécurité et une optimisation des dispositifs d'apprentissage en ligne.

Mots- clés : Perception estudiantine ; Suspension pédagogique ; Enjeux politiques ; Sécurité universitaire ; UCAD ; Dakar.

Abstract

This article explores the perceptions of students at the Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) regarding the suspension of pedagogical activities between June 2023 and February 2024, a measure taken in response to a major political crisis in Senegal. Carried out by the "Politiques Éducatives et Renforcement Pédagogique" research group of the Forum des jeunes Chercheurs et Universitaires du Sénégal (FOCUS), the study assesses the perceived impact of this interruption on their academic careers and living conditions, through a quota survey of 246 responses. The results highlight concerns about the legitimacy of the suspension, the effectiveness of online courses introduced as an alternative, and issues relating to safety and social conditions on campus. The recommendations put forward call for improved pedagogical infrastructures, enhanced security measures and optimized e-learning facilities.

Keywords : Student perception ; Educational suspension ; Political issues ; University security ; UCAD ; Dakar.

Introduction

L'université représente un espace à la fois complexe et ouvert, souvent perçu comme une « microsociété ». Cette institution académique a toujours suscité un vif intérêt de la part des chercheurs, notamment en sociologie et en sciences de l'éducation. En tant que dernier maillon du système éducatif, son rôle et sa place sont fréquemment au cœur des débats politiques et citoyens (Alava et Langevin, 2001).

Elle incarne, dans de nombreux pays, les aspirations profondes d'une communauté étudiante fortement attachée à la liberté, à l'autonomie et à la justice. Au Sénégal, les étudiants ont toujours joué un rôle actif dans la vie socio-politique du pays (Blum, 2012). Au cours des deux dernières décennies, ils ont tour à tour été vus comme des défenseurs de la démocratie ou comme des instigateurs de troubles, souvent manipulés par les élites politiques.

L'activisme étudiant au Sénégal a une longue histoire, remontant à 1968, peu après l'indépendance, lorsque l'université et les syndicats ont failli renverser le régime du président Senghor. Les manifestations étudiantes sont restées fréquentes tout au long des années 1970 et 1980. En 1988, les étudiants, toujours engagés politiquement, se sont opposés à la tenue des élections (Bianchini, 2004). Lors du scrutin de 2000, qui a porté Abdoulaye Wade au pouvoir, l'opposition a appelé les étudiants à rejoindre la campagne nationale pour le « Sopi » (changement, en wolof) contre le régime d'Abdou Diouf. Une décennie plus tard, en 2012, les étudiants ont de nouveau joué un rôle central en s'opposant à la troisième candidature de Wade. Après la victoire de Macky Sall, nombre d'entre eux se considéraient comme les principaux artisans de ce changement.

Par ailleurs, en termes de recherches scientifiques au Sénégal, plusieurs études menées par des sociologues ont porté sur des problématiques de l'enseignement supérieur. Sène (2008) a étudié les facteurs déterminants de la crise tandis que Diop (2009) a mis en lien les conditions socio-économiques et les résultats universitaires à la faculté de lettres et sciences humaines de l'UCAD. Gaye (1999) et Gning (2014) ont analysé à travers une approche sociologique l'échec universitaire notamment dans certaines facultés de l'UCAD. Sy (2011) a quant à lui, documenté les inégalités estudiantines dans la faculté de médecine de l'UCAD. Tous ces travaux mettent en exergue une connaissance de la démarche dynamique des enjeux universitaires à l'UCAD. Autrement, ils n'explorent pas les enjeux dans l'environnement socio-pédagogique de cette université dans un contexte de « crise ».

Au demeurant, la liberté académique et l'autonomie universitaire sont vues comme des principes fondamentaux pour le développement de la recherche et de l'enseignement supérieur dans toute communauté (Ndiaye, 2005). Contrairement à une opinion largement répandue, ces doctrines ne doivent

pas être considérées comme des privilèges d'immunité ou des exemptions de l'autorité de l'État ou d'autres forces extérieures à l'institution.

Ainsi, la suspension des activités pédagogiques en présentiel à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) de juin 2023 à février 2024, dans un contexte de crise politique, a profondément perturbé le parcours académique des étudiants. Cette décision, bien qu'elle vise à protéger la sécurité des étudiants, a soulevé de nombreuses interrogations quant à ses conséquences sur l'efficacité de l'enseignement, le bien-être des étudiants, et leur perception de l'environnement académique.

L'objectif principal de cette recherche est d'analyser la perception des étudiants de l'UCAD concernant cette suspension des activités pédagogiques en présentiel, et d'identifier les principaux enjeux politiques, pédagogiques, et sécuritaires associés à cette suspension. Plus spécifiquement, l'étude vise à évaluer l'impact de cette interruption sur le parcours académique des étudiants, leur bien-être, et leur sentiment de sécurité, tout en proposant des recommandations pour améliorer la gestion des crises futures au sein de l'université.

Comment les étudiants de l'UCAD perçoivent-ils la suspension des activités pédagogiques en présentiel de juin 2023 à février 2024, et quels sont les principaux enjeux politiques et sécuritaires qui en découlent ? Cette étude s'appuie sur une enquête de perception menée auprès de 246 étudiants inscrits dans diverses facultés de l'UCAD. Le premier point présente la méthodologie utilisée. Le deuxième et le troisième axe présentent, respectivement, les résultats et la discussion.

1. Méthodologie

Nous privilégions dans cette étude la statistique exploratoire descriptive. Cette technique permet d'identifier les variables retenues, qui sont globalement, ici, d'ordre qualitatif, et de se les approprier dans ce contexte d'analyse de perception. Cette démarche permet d'explorer les perceptions des étudiants sur la crise scolaire de 2021 au sein du campus pédagogique de l'UCAD et d'en évaluer les implications. Au préalable, ces variables explicatives de la perception sont recueillies par le biais d'un échantillonnage porté sur les étudiants inscrits à l'université Cheikh Anta Diop.

1.1. Échantillonnage

Les données de cette étude sont obtenues sur la base d'une enquête par quota. Il s'agit d'une enquête non probabiliste avec des groupes formés. Puis, un quota est choisi dans chaque groupe pour constituer l'échantillon de recherche. La population cible est composée par les étudiants de l'université de Cheikh Anta Diop de Dakar ici constitués par les groupes ou strates (FLSH, FMPO, FST, FASEG, FASTEF, FSJP, ECOLES et INSTITUS). Les quotas sont cependant définis en fonction de leur importance en termes de

nombre en vue d'un partage équitable. Le tableau suivant permet d'illustrer les quotas de chaque strate.

Tableau 1 : Echantillonnage

FAC/ECOLES/INSTITUTS	Quotas initiaux
FLSH	100
FMPO	35
FST	35
FASEG	35
FASTEF	20
FSJP	35
ECOLES ET INSTITUTS	40
TOTAL	300

Source : Auteurs.

Les données ont pu être collectées dans les différents campus socio-pédagogiques de l'UCAD par le biais de la plateforme Kobotoolbox. A l'origine, un total de 300 étudiants a été ciblé pour cette étude. A cet effet, six assistants de recherche ont été mobilisés au sein de l'UCAD pendant une durée de trois jours pour la collecte.

Auparavant, un questionnaire résumant les volets pédagogiques, sociaux et financiers est établi sous trois points que sont la perception sur la suspension, la perception sur la reprise des activités pédagogiques et celle sur les mesures de sécurités instaurées. Chaque point comporte un certain nombre de questions fermées afin de rendre le sujet plus explicite et plus compréhensible.

1.2. Analyse des données

Trois variables sont retenues dans cette étude (perception sur la suspension des activités pédagogiques, perception sur la reprise et la perception sur les restrictions sécuritaires. Le nombre de réponses reçues de l'enquête est de 312 soit un surplus de 12 sujets par rapport à l'objectif. Cependant, une partie des réponses fournies demeure incomplète car celles-ci proviennent d'étudiants non-inscrits à l'UCAD et qui ont pu accéder au formulaire suite au partage en ligne à travers différents canaux.

L'analyse des données est effectuée sur 246 réponses valides considérées comme la taille de notre échantillon. Pour un niveau de confiance de 95% avec une marge d'erreur de 6,2%¹, ce nombre justifie statistiquement la représentativité de l'échantillon sur l'ensemble des étudiants inscrits à

¹ Calcul par l'auteur suivant $e = Z(\alpha/2) / \sqrt{n}$

l'UCAD en 2020-2021. Selon la direction des études et des statistiques de l'UCAD, le nombre d'inscrits au sein de l'université pour l'année académique 2020-2021 s'est fixé à 89443 dont 42,13% de femmes et 5% d'étudiants non sénégalais.

Tableau 2 : Taux de réponse

Facultés/Ecoles/Instituts	Taux de réponse ²
FLSH	121%
FMPO	77,1%
FST	111,4%
FASEG	28,5%
FASTEF	20%
FSJP	60%
Ecoles et Instituts	60%
Total	82%

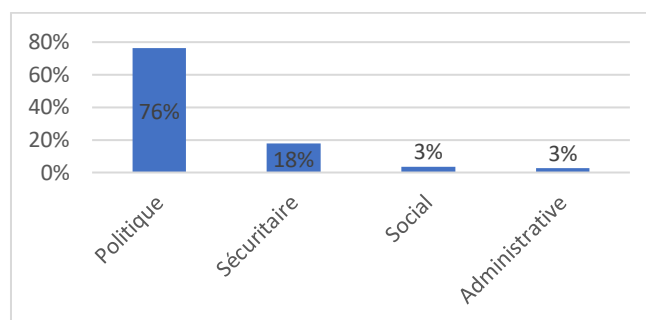
Source : Calcul des auteurs.

Le taux de réponse global obtenu est de 82%. Cependant, il est noté des disparités dans les formations, qui sont plus importantes dans les établissements comme la FLSH et la FST. Au niveau de la FASEG et de la FASTEF, il est remarqué de faibles effectifs ayant répondu au questionnaire.

2. Résultats

2.1. Perception sur la décision de suspension des activités pédagogiques

La majeure partie des étudiants enquêtés, soit 76%, pensent que c'est pour des raisons politiques que les activités pédagogiques ont été suspendues à l'UCAD pendant presque neuf mois. Toutefois, environ un quart de l'échantillon cite des raisons sécuritaires (18%), sociales (3%) ou administratives (3%) (Figure 1).



² Quotas valides/quotas initiaux

Figure 1 : Raisons principales de la suspension des activités pédagogiques

Il est important de noter que 47% des répondants jugent la décision de suspension des activités pédagogiques « illégitime » et près du tiers des étudiants déclarent cette suspension « inappropriée ». Néanmoins, 11% pensent que c'est « approprié » et 9% jugent « légitime » la décision de suspension des cours et ce malgré la longue attente avant la reprise. Seuls 2% de l'échantillon ont jugé autrement (Figure 2).

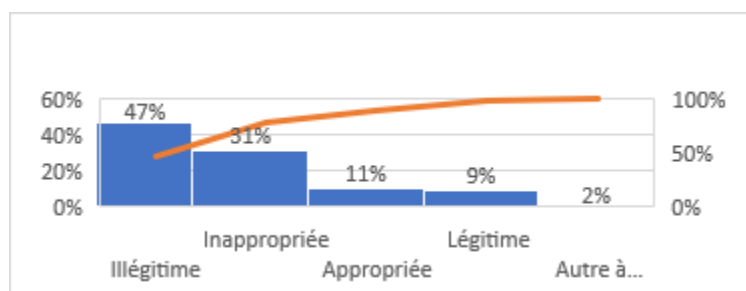


Figure 2 : Perceptions relatives à la décision de suspension des activités pédagogiques

Une année académique riche en activités constitue assurément un défi considérable pour les étudiants. Par conséquent, une interruption prolongée de plusieurs mois, avec toutes les conséquences que cela engendre, représente une préoccupation notable. Ainsi, 84,5% des enquêtés ont vécu négativement la suspension des activités pédagogiques (dont 51,2%, très négativement). Seulement 5,7% ont vécu positivement cette période (Figure 3). Le reste des étudiants a préféré adopter une position de neutralité à l'égard de cette question.

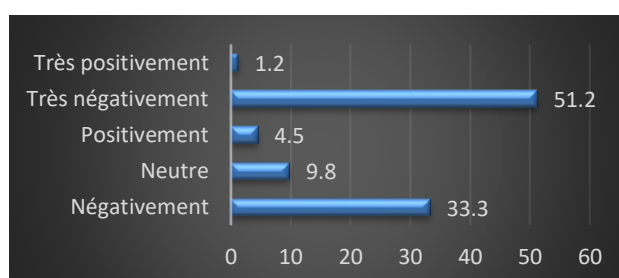


Figure 3 : Ressenti suite à la suspension des activités pédagogiques

Quant à l'impact de la suspension sur la progression académique, une analyse croisée avec le sexe a permis de montrer que 222 répondants (soit 134 hommes et 88 femmes) ont négativement apprécié cette situation, soit 91% en valeur relative. Ce qui témoigne de toute la gravité inhérente à cette suspension. (Figure 4).

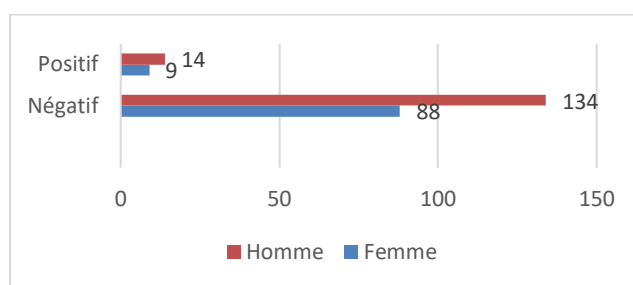


Figure 4 : Impact de la suspension des activités pédagogiques sur la progression académique

En outre, plus de la moitié des étudiants (72 hommes et 56 femmes) ont éprouvé un sentiment de désengagement pour les études, lié à cette suspension pendant des mois (Figure 5). Ce qui pourrait vraisemblablement avoir des répercussions sur leur année académique en cours.

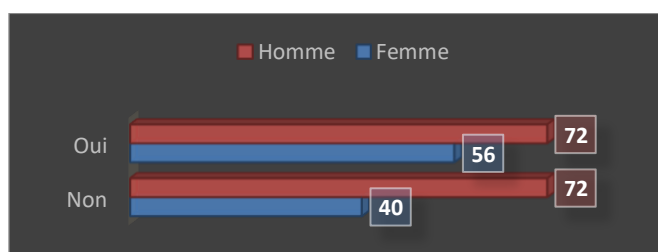


Figure 5 : Sentiment de décrochage

Par ailleurs, lorsqu'il a été proposé aux enquêtés de choisir sur une échelle de 1 à 10 pour appréhender leur perception sur la suspension des activités pédagogiques, les résultats ont révélé que 75% d'entre eux ont une perception au moins qui varie d'un score de 5 à 10 et la majeure partie d'entre ces derniers, soit 17,5% ont un niveau de perception maximal c'est-à-dire égal à 10 (Figure 6).

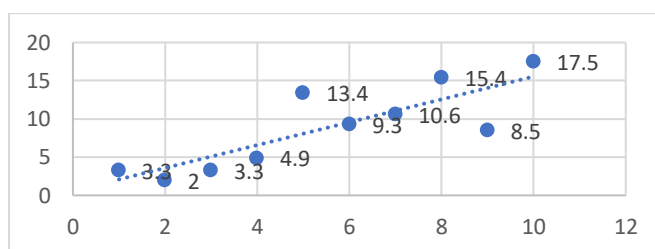


Figure 6 : Perception sur l'impact négatif de la suspension sur une échelle de 1 à 10

2.2.Appréciation des étudiants sur les enjeux de la reprise des activités pédagogiques

Suite à une longue période d'attente de plus de 6 mois, les autorités universitaires ont mis en place un processus de reprise des activités

pédagogiques de façon graduelle à partir de fin décembre 2023. Sous ce regard, la sécurisation du campus socio-pédagogique ainsi que la stabilisation du calendrier universitaire, demeurent les principales mesures à décréter, selon les enquêtés suite à une analyse de leurs différents discours (figure 7).



Figure 7 : Analyse du discours sur la principale mesure à prendre pour un bon déroulement des activités pédagogiques

En outre, l'étude a pris en compte plusieurs aspects relatifs à la prise en charge des préoccupations pédagogiques, à l'appréciation sur les cours en ligne et aux enjeux majeurs notamment les aspects sociaux des activités pédagogiques. Ainsi, concernant la reprise des activités au sein des campus universitaires, les appréciations se sont montrées très diverses.

En effet, sur le point spécifique relatif à la prise en charge des préoccupations pédagogiques, 47,6 % estiment qu'ils n'ont bénéficié d'aucune prise en charge. Par contre, 35,4% des informateurs ont affirmé avoir bénéficié des « cours en ligne ». En plus, les ressources mises en place notamment les « ressources pédagogiques » et la « connexion internet » ont enregistré respectivement 4,9% et 2,4% de fréquence de citation (figure 8).

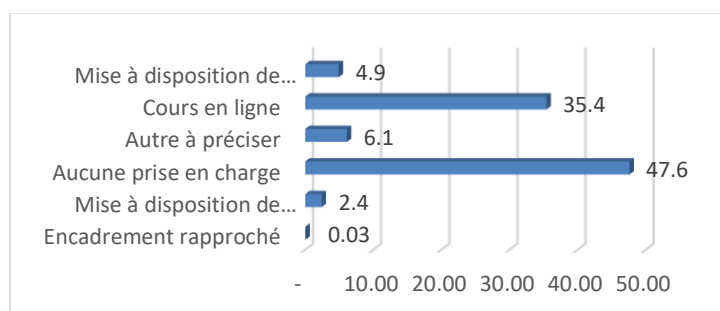


Figure 8 : Prise en charge des préoccupations pédagogiques durant la reprise graduelle

Par ailleurs, une analyse des opinions des étudiants a été menée concernant les enjeux majeurs de la reprise des activités pédagogiques à l'UCAD. Il en ressort que 45% des répondants estiment que les enjeux sont essentiellement

pédagogiques ; 31% estiment que l'enjeu majeur est de nature sociale, tandis que 24% jugent que les enjeux sont principalement sécuritaires (figure 9).

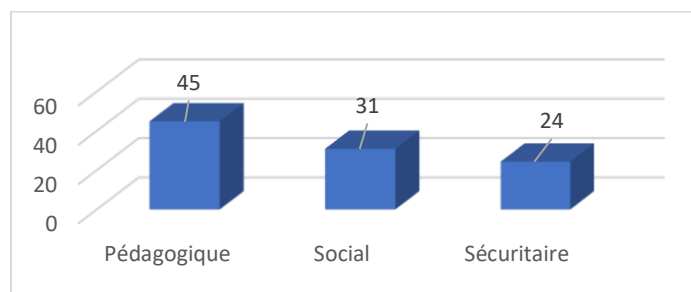


Figure 9 : Perceptions sur les enjeux majeurs de la reprise des activités pédagogiques à l'UCAD

Cependant, concernant les enjeux pédagogiques de la reprise, 43% des répondants estiment que « la disponibilité des amphithéâtres » demeure crucial. Toutefois, 34% ciblent celle des ressources pédagogiques, tandis que 23% ont misé sur le « déploiement de la formation à distance » (figure 10).

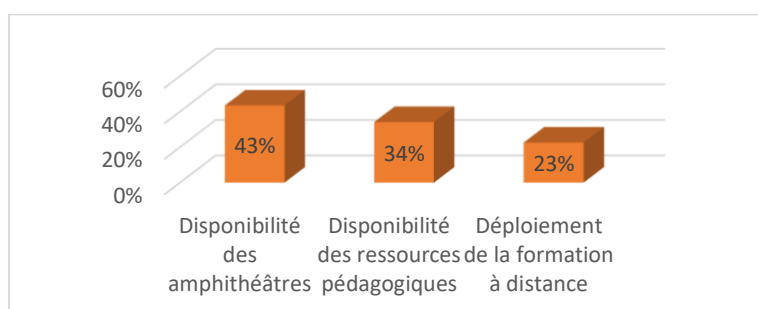


Figure 10 : Principaux enjeux pédagogiques pour la reprise des activités pédagogiques

2.3. Perception sur les restrictions sécuritaires

Assurer aux étudiants un bien-être dans tous les domaines de leur vie en société et exceptionnellement à l'université constitue la nouvelle finalité de l'université (Pascarella et Terenzini, 2005). Dès lors, la réussite des apprenants dans une université ne se résume plus tout simplement à leurs performances académiques, mais prend aussi en compte et surtout leur bien-être psychologique dans les différents domaines de vie. Ce bien-être ne peut toutefois être acquis sans une sécurité garantie. Ainsi, la perception des étudiants sur les restrictions sécuritaires au sein du campus depuis la reprise, a dans cette étude été identifiée. En effet, les réformes sur la sécurisation portent sur les conditions d'accès à l'enceinte du campus social et du campus pédagogique ainsi qu'au mode de codification des chambres. La plupart des étudiants, toutes spécialités confondues, ont bien apprécié l'engagement pris

pour ces nouvelles mesures. Ces dernières ont été jugées fortes pour 68,5% des enquêtés (figure 11).

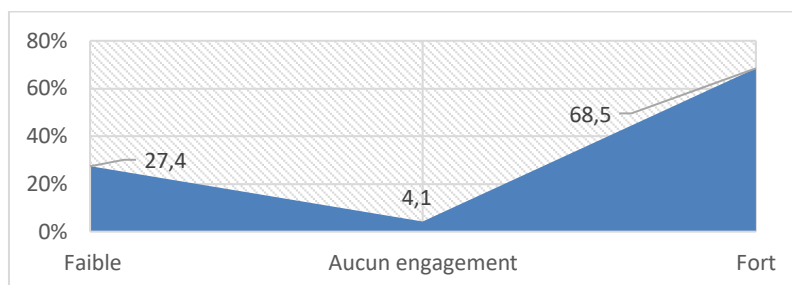


Figure 11 : Perception des étudiants sur l'engagement actuel des autorités en matière de sécurité à l'UCAD

D'ailleurs, 86% des étudiants estiment dorénavant être en sécurité au niveau du campus (figure 17). Cela s'explique sans doute par le fait que 59% des étudiants interrogés trouvent les mesures de sécurisation du campus des nouvelles autorités universitaires, appropriées (figure 12).

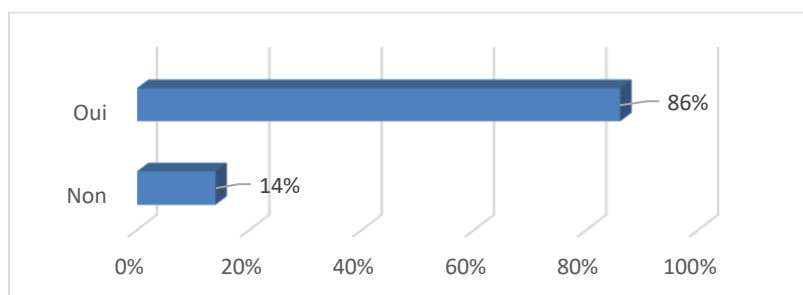


Figure 12 : Avis des enquêtés sur leur sentiment de sécurité au campus de l'UCAD

D'autres mesures sont cependant préconisées pour une meilleure sécurisation du campus par les étudiants. Ces recommandations permettent de contribuer à la paix et à la sécurité du campus par le biais de mesures inclusives et durables. En effet, la majeure partie des personnes enquêtées propose que le respect des règles établies, la sensibilisation des étudiants et des personnels, la dénonciation des mauvais actes, sont à hisser au pinacle pour un cadre universitaire plus sûr (figure 13).



Figure 13 : Analyse du discours des enquêtés sur les mesures à entreprendre pour améliorer la sécurité à l'UCAD

En outre, chaque membre de la communauté universitaire doit participer activement au maintien de la sécurité au niveau du campus. Un avis que quatre personnes sur cinq (4/5) soutiennent (figure 14).

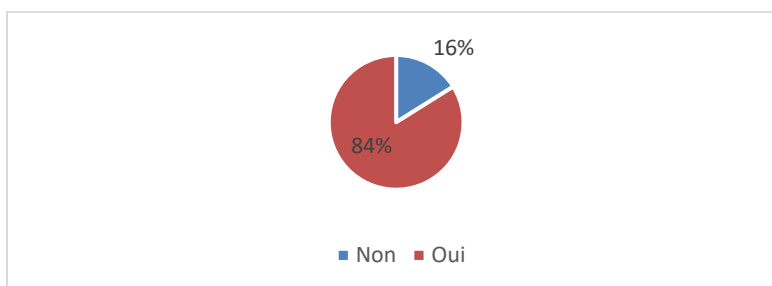


Figure 14 : Avis des enquêtés sur la responsabilité des membres de la communauté universitaire dans le maintien de la sécurité au sein du campus

Mieux, les étudiants, le personnel et les enseignants pourraient contribuer à cette mesure de sécurisation à travers la dissolution des syndicats estudiantins ou tout autre groupement au sein du campus, l'accès des amphis de cours via des cartes magnétiques, la limitation des agents de police dans les campus pédagogiques, etc.

Dans ce sillage, environ deux personnes sur trois estiment que la mise en place d'un comité regroupant des représentants des étudiants, du personnel, des autorités universitaires et des forces de défense et de sécurité, pourrait améliorer la sécurité sur le campus (figure 15).

La sécurité est perçue comme un élément primordial dans la vie active des individus. Les mesures de sécurité dans l'environnement scolaire et universitaire doivent répondre aux exigences de toutes les parties concernées. Ce qui permet d'avoir une atmosphère saine et viable dans la quête du bien-être économique et social.

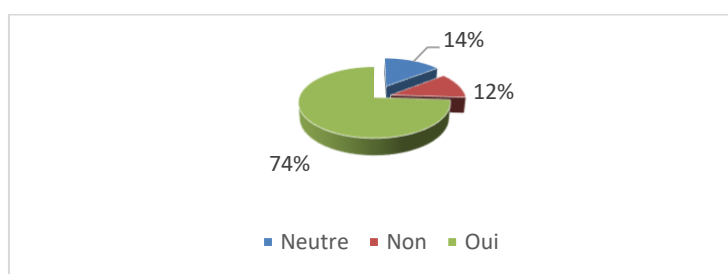


Figure 15 : Avis des enquêtés sur la création d'un comité de sécurité

3. Discussion

3.1. Perceptions politiques liées à la suspension

Selon Dia (2016), dans le cadre de la législation en vigueur, les membres du personnel enseignant, les chercheurs, le personnel administratif, technique et de service ainsi que les étudiants jouissent de la liberté d'exprimer leurs opinions politiques, philosophiques et religieuses et de la liberté d'association. L'exercice de ces libertés doit toujours s'inspirer des principes d'objectivité et de tolérance. En effet, c'est cette liberté – surtout d'appartenance politique – qui a conduit aux événements malheureux du mois de juin à l'UCAD (saccages de bureaux de professeurs, d'archives, de facultés, d'amphithéâtres, d'incendies de véhicules administratifs et particuliers).³ La décision de suspension par le rectorat de toute activité pédagogique au sein du campus universitaire de l'UCAD s'en est suivie. Une décision bien jugée politique par 76% des étudiants enquêtés pendant la phase de collecte de données. Ceci rejoint l'analyse de Bianchini (2004) qui mentionne qu'il est des crises scolaires ou universitaires qui peuvent évoluer vers une crise socio-politique généralisée et qu'à l'inverse, une crise socio-politique née en dehors de ce contexte, va souvent impliquer un effet de contagion au sein des institutions d'enseignement. Zeilig et Foucher (2004) abondent dans le même sens en indiquant que les étudiants sont des acteurs politiques privilégiés : leurs voix – leurs plaintes et leur résistance – s'inscrivent systématiquement au niveau national.

Il est en outre aisé de remarquer que les résultats spécifiant que la décision dite « politique » de suspension des activités pédagogiques en présentiel (76% des répondants) est fortement corrélée avec d'autres perceptions. En effet, 78% ont jugé soit illégitime soit inappropriée, la décision de suspension des activités pédagogiques. De même, 84,5% ont apprécié négativement cette

³ Ces événements malheureux sont survenus suite à la condamnation du leader du parti Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (PASTEF) à deux ans de prison ferme pour une affaire de diffamation qui l'opposait à un Ministre du régime du Président Macky Sall.

décision. Ce qui porte à croire que toute décision jugée politique à l'université et affectant le cadre pédagogique des étudiants ne peut être positivement appréciée par ces derniers. Il en est de même de leur appréciation sur leur progression académique.

Par ailleurs, le sentiment de décrochage lié à la longue durée de la suspension des activités pédagogiques en présentiel constaté chez les étudiants dans cette étude corrobore celui du désengagement des élèves et étudiants suite à l'année blanche de 1988, analysé par Ndoye et Kamara (1991). Ces auteurs rapportent que la durée de la crise s'expliquait moins par la détermination des élèves et des étudiants que par le ras-le-bol qu'ils ont affiché vis-à-vis de l'école.

En sus, bien des manifestations et autres protestations ont eu lieu auparavant avec les différents régimes et ont conduit à moult remous dont des dysfonctionnements académiques de longue période.

Parallèlement, Sy (2009) relate que ce qui caractérise une grève de protestation c'est l'antériorité chronologique de la manifestation par rapport à la revendication. On proteste contre un acte, une décision ou un fait, évalués idéologiquement comme illégitimes et donc dignes d'être désapprouvés.

3.2.Enjeux de la reprise

Quant aux enjeux pédagogiques, Gning (2014), souligne qu'au-delà de certains facteurs internes à l'apprenant, ce dernier fait face à une institution qui met en place des dispositifs pédagogiques souvent imparfaits, insuffisants, et qui s'appuie sur des réformes qui s'adaptent difficilement au contexte socioéconomique, politique et pédagogique. En effet, les résultats de cet article – qui laissent entrevoir que les enjeux de la reprise des enseignements en présentiel et pour une stabilisation du calendrier universitaire, sont plutôt pédagogiques pour 45% des étudiants – sont en accord avec ceux de Gning (2014).

Un autre aspect parmi les enjeux pédagogiques de la reprise en présentiel des activités, demeure, l'effectivité des cours en ligne avec des mesures d'accompagnement fortes comme la connexion à haut débit d'internet, la formation du corps enseignants à l'usage optimal des ressources en lignes. Dans cette lancée, Ba (2017) avait révélé que le corps enseignant constitue un des piliers fondamentaux de l'intégration pédagogique des TIC à l'université. De ce fait, les enseignants devraient bénéficier de formations pour développer leurs aptitudes à intégrer les TIC dans leurs pratiques professionnelles. Ces formations devraient, d'une part améliorer leurs compétences pédagogiques et, d'autre part permettre de valoriser leur rôle dans la mise en œuvre des TIC en pédagogie universitaire. Pour l'auteure, une intégration effective et diversifiée des TIC prend en compte des usages comme la médiatisation des cours en ligne, le télé-enseignement et la visioconférence ce qui laisse prédire des besoins d'accompagnement pour le renforcement des capacités

technopédagogiques pour les usages moins maîtrisés par les enseignants comme la création de cours en ligne et le téléenseignement. En sus, une connexion large et gratuite à l'Internet était une recommandation phare de son étude.

3.3. Perception sur les restrictions sécuritaires

Suite au conseil interministériel sur la sécurisation de l'espace universitaire du 08 Octobre 2013, une commission de réflexion a été mise en place. Cette commission devait déposer au plus tard fin avril 2014, la dernière mouture du projet de décret devant instituer une police universitaire (CES, 2014). Toutefois, les résultats de cet article sur les enjeux sécuritaires, vont au-delà d'une simple sécurisation unilatérale – qui d'ailleurs n'a pas été du goût des étudiants à l'époque – mais proposent une sécurité qui devrait être assurée par quatre principaux acteurs regroupés autour d'un comité de sécurité. Il s'agit notamment de l'administration universitaire, du corps enseignant, des étudiants et enfin des forces de défense et de sécurité. Toute décision concertée entre ces quatre forces vives devrait en principe aboutir à une sécurisation globale des campus universitaires (campus pédagogique et campus social).

Dans cette même lancée, Dia (2016) souligne que la perception des franchises universitaires comme autonomie de police administrative induit certaines conséquences, parmi lesquelles, l'obligation qui est faite aux protagonistes de la vie universitaire de respecter l'ordre public. Ce qui fait que les autorités universitaires, les enseignants, les chercheurs et les étudiants doivent éviter toute démarche ou entreprise de nature à entraver la mise en œuvre de l'autonomie pédagogique et scientifique des universités. Du même auteur, cette disposition suppose naturellement le libre accès aux lieux d'enseignements, accès sans entrave aux amphithéâtres, aux salles de cours, de travaux dirigés ou de travaux pratiques, aux laboratoires... ; la liberté d'enseigner en toute sécurité ; la liberté de recevoir un enseignement dans la tranquillité. Ce qui est particulièrement en phase avec les résultats de cette étude sur l'analyse du discours des étudiants sur les mesures à entreprendre pour améliorer la sécurité à l'UCAD ainsi que sur leur perception de la responsabilité des membres de la communauté universitaire dans le maintien de la sécurité au sein du campus.

Conclusion

Cet article a mis en lumière la perception des étudiants de l'UCAD sur la suspension des activités pédagogiques entre juin 2023 et février 2024. A travers une méthodologie basée sur une enquête de perception auprès de 246 étudiants, les résultats ont montré que 75% des étudiants estiment que cette suspension a été motivée par des raisons politiques tandis qu'une proportion équivalente juge cette décision soit illégitime, soit inappropriée. De plus, 91% des répondants ont considéré que cette interruption des cours en présentiel a

eu un effet négatif sur leur progression académique. L'étude a également révélé que les défis liés à la reprise des activités pédagogiques sont principalement de nature « pédagogique » (45%), suivis d'enjeux « sociaux » (31%) et « sécuritaires » (24%). Ces priorités témoignent de l'importance accordée par les étudiants à la disponibilité des amphithéâtres (43%), aux ressources pédagogiques (34%) et à l'extension de la formation à distance (23%). En matière de sécurité sur le campus, bien que la majorité des étudiants (86%) se sentent en sécurité, 73% préconisent la création d'un comité de sécurité intégrant étudiants, personnel, universitaires et forces de sécurité, afin de renforcer les mesures existantes et d'assurer un environnement académique sécurisé. Pour l'avenir, il est essentiel que les autorités universitaires et les parties prenantes collaborent pour mettre en œuvre des mesures visant à améliorer les infrastructures pédagogiques, renforcer la sécurité sur le campus et optimiser les solutions d'apprentissage en ligne, afin de garantir un environnement éducatif stable.

Références bibliographiques

ALAVA Séraphin & LANGEVIN Louise. 2001, « L'université, entre l'immobilisme et le renouveau », *Revue des sciences de l'éducation*, n°2, pp. 243-256.

BA Mariame Guèye, (2018). « Intégration pédagogique des technologies de l'information et de la communication (TIC) en pédagogie médicale à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar au Sénégal ». Thèse de doctorat en Science de l'éducation, Université de Montréal.

BATHILY Abdoulaye, 1992, *Mai 68 à Dakar*, Paris, Ed.

BIANCHINI Pascal. 2004. « Les crises des systèmes d'enseignement en Afrique noire. Un essai d'analyse à travers le cas du Burkina Faso », *Canadian Journal of African Studies*, n°1, pp. 20-57.

BLUM Françoise. 2012. « Sénégal 1968 : Révolte étudiante et grève générale », *Revue d'histoire moderne contemporaine*, n°2, pp. 144-177.

Conseil économique et social (2014). « Quels dispositifs pour une prévention et une gestion des crises dans l'espace scolaire et universitaire en vue d'une paix sociale et durable », Projet de rapport. République du Sénégal.

DIA Omar. 2016. « Les franchises universitaires au Sénégal : Entre autonomie et servitude », *African Law Study Library*, n°4, pp. 851-887.

DIOP Abdoulaye, (2009). « Conditions socio-économiques et résultats universitaires : cas de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines », Mémoire DEA, Département de Sociologie, Université Cheikh Anta Diop.

GAYE Sidy, (1999). « Approche sociologique de l'échec universitaire : Etude de cas à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar », Mémoire DEA, Département de Sociologie, UCAD.

GNING Khady Ndiéguène, (2014). « Les déterminants de l'échec universitaire dans le 1er cycle à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar », Mémoire de Master, Département de Sociologie, UCAD.

GOUDIABY Jean Alain, 2009. « Le Sénégal dans son appropriation de la Réforme LMD : déclinaison locale d'une Réforme « globale ». *Journal of Higher Education in Africa*, n°1-2, pp. 79-93.

NDIAYE Falilou. 2005. « Liberté académique et autonomie universitaire : l'expérience sénégalaise », *Revue de l'enseignement supérieur en Afrique*, n°2, pp. 112-129.

NDOYE, Abdou Karim & CAMARA Amadou. 1991. Sénégal : une école sans société. *Revue des sciences de l'éducation*, n°3, pp. 491-498.

PASCARELLA Ernest & TERENCE Patrick, 2005, *How college affects students : a third decade of research*, San Francisco : Jossey-Bass Publishers.

SENE Mame Seynabou, (2008). « Les facteurs déterminants de la crise à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines », Mémoire DEA, Département de Sociologie, UCAD.

SY, Harouna. 2009. « Grèves scolaires et universitaires au Sénégal Critique de la raison militante ». *Analele Științifice ale Universității, Alexandru Ioan Cuza din Iași, Psihologie*, n°2, pp. 79-99.

SY, Harouna. 2011. « Carabins de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar : diagnostic des inégalités, autopsie des parcours ». *Autrepart*, (3), 161-179.

ZEILIG Léo & FOUCHER Vincent. 2004. « En quête de changement politique : la mobilisation étudiante au Sénégal, 2000-2004 », *Politique africaine*, n°4, pp. 39-58.